

Démocratie participative

Le futur Conseil de la jeunesse à l'essai

Une vingtaine de jeunes se sont réunis pour imaginer les contours de leur instance représentative à venir.

Sophie Simon

Ne le confondez pas avec le Parlement des jeunes. Le futur Conseil de la jeunesse devrait voir le jour à Genève ces prochains mois et tiendra le rôle d'organe de consultation, pas de plateforme de projets. Une vingtaine de jeunes de 12 à 21 ans ont sacrifié une bonne partie de leur samedi, au pavillon Sicli, pour donner leur avis sur cette instance qui les représentera de la manière la plus diverse possible. Première surprise: sur les trois thèmes de discussion proposés, c'est celui des discriminations qui l'emporte largement sur le changement climatique ou l'accès à la culture. Est-ce parce que le mouvement Black Lives Matter a occupé le devant de la scène ces derniers temps?

La faim aussi à Genève

Après quelques exercices pour briser la glace entre participants, trois groupes de travail sont formés. Celui que nous choisissons est invité à partager une expérience dans laquelle il s'est senti engagé. Louis, à peine majeur, au Collège Voltaire, cite immédiatement les votations. «Je viens d'avoir 18 ans et comme je suis aussi Italien, j'ai également dû me prononcer sur le nombre de membres du parlement.» Il mentionne aussi un groupe dans son établissement qui organise les grèves du climat et des friperies. Anna, 15 ans, au collège de Candolle, parle de son intervention lorsqu'elle assiste à une scène qui dérape: «J'ai entendu un garçon insulter une fille, je lui ai dit que ça ne se faisait pas.» Elle envie beaucoup ses congénères majeurs



Séance de vote au pavillon Sicli sur la nouvelle instance qui représentera ces jeunes: le Conseil de la jeunesse. FRANK MENTHA

«Dans le canton de Vaud, un travailleur social vient quand les jeunes bloquent»

Marie-Thérèse Maruri
Animatrice

qui peuvent signer initiatives et référendums. «Mais tu peux signer des pétitions», lui soufflent-ils. Noé, 20 ans, est pour sa part engagé dans le Parlement des jeunes et organise régulièrement des spectacles, notamment de l'opérette, dans l'idée «d'un accès libre à la culture». Sofia, la plus jeune de la journée du haut de ses 12 ans, expose son engagement en tant que déléguée de classe et sa volonté, en tant que musulmane, de faire accepter le port du voile en tout lieu.

Le problème social ou environnemental qui les touche le plus? Noé cite la faim dans le monde, avec l'attribution du Prix Nobel de la paix au Programme alimentaire des Nations Unies. «Ici aussi, il y a une extrême pauvreté, on l'a vu avec la distribution alimentaire aux Vernets.» Quant aux solutions, Anna propose le vote dès 16 ans. Tiziano et Valentina mettent en avant la

force du témoignage: «Ça permet un déclic pour se mettre à la place des autres.» Plus concrètement, un jeune homme relève aussi les barèmes, selon lui opaques, des cours de gym et d'arts visuels. Dans les rangs, certains rient devant les multiples fautes d'orthographe des supports de présentation.

Conseil égalitaire?

Faut-il un partage égal des genres dans le futur Conseil de la jeunesse? Dans une marée d'approbation, deux avis contraires sont donnés. «Ce sera un conseil à 25 membres, donc on fait quoi, 12,5-12,5?» s'interroge avec clairvoyance Noé. Le débat est aussi partagé quand il s'agit de savoir si le Conseil ne devra être géré que par les jeunes pour les jeunes. Zoé plaide pour la présence d'intervenants pour nous guider, car c'est quand même des décisions importantes qu'on doit prendre.

Tiziano rétorque que les jeunes sont capables de se débrouiller seuls. Une des animatrices, Marie-Thérèse Maruri, de Terre des hommes, évoque l'exemple du Canton de Vaud, où un Conseil de la jeunesse existe déjà. «Là-bas, un travailleur social vient quand les jeunes bloquent. Ça permet d'aider à ce que chacun participe et que ce ne soient pas toujours les mêmes qui parlent. Il peut aussi être utile s'il y a du jargon politique qu'on ne comprend pas.»

Enfin, les jeunes ont débattu du nombre minimum de séances du Conseil, pour l'instant fixé à trois par an. Cette fréquence a longuement été discutée sans aboutir à un consensus clair, un certain nombre d'intervenants exprimant des doutes sur la motivation des participants sur le long terme. Les attentes des jeunes vis-à-vis de ce nouveau conseil sont plus

claires: ils veulent du pouvoir et n'ont pas peur de le revendiquer. Valentina espère que la jeunesse sera ainsi plus «prise au sérieux».

La conseillère d'État en charge de l'Instruction publique, Anne Emery-Torracinta, est venue partager un moment avec ces jeunes lors du bilan de la journée. «C'est chouette, la façon dont vous avez réussi à vous écouter, c'est de bon augure pour la suite. L'idée du Conseil de la jeunesse date de 2015. Il a d'abord été refusé par les députés, puis on a réussi à le faire entrer dans la loi. Vous voyez ainsi que ça prend du temps et qu'il ne faut pas se décourager.» Le département devra sans doute mieux cibler sa communication, la plupart des jeunes ayant appris l'existence de l'événement totalement par hasard. Le relais espéré de la part des professeurs n'a visiblement pas fonctionné.